

<https://www.fakirpresse.info/mais-que-va-t-on-faire-dans-cette-galere>



Mais que va-t-on faire dans cette galère ?

- Le Journal - Décrypter -



Publication date: vendredi 25 novembre 2016

Copyright © Journal Fakir - Tous droits réservés

Pour nous, la Champagne - Ardennes, c'est déjà de la politique étrangère, l'Alsace - Lorraine, « l'Orient compliqué ». Alors, la Syrie, la Libye, Israël, la Palestine, Fakir délègue ces territoires au Monde diplo. Mais bon, comme on causait que de ça, à la radio, des frappes sur Raqqa, de Al-Nosra, de Bachar el-Assad, que ça grouillait de vidéos comme quoi, tout ça, c'était la faute à la CIA, que ça devient de plus en plus de la politique intérieure, ça m'énervait de rien piger à ce bazar. Alors, j'ai lu Le piège Daech, du Pierre-Jean Luizard, directeur de recherche au CNRS. Et à ma surprise, j'ai (presque) tout compris...

Je vais essayer de vous faire, en quelques dates, un résumé de cette pétaudière. Avec, en filigrane, cette question : que va-t-on faire dans cette galère ?

(Y a des passages où je recopie carrément le bouquin.)

1920-1979

Dans l'après-Première guerre mondiale, l'empire ottoman, vaincu, est démantelé. Sous leur mandat, les Britanniques fondent l'Etat irakien, confiant tout le pouvoir aux sunnites, pourtant minoritaires, mais qui sous les Turcs, et même depuis les premiers siècles de l'islam, étaient déjà éduqués, servaient de fonctionnaires, constituaient l'élite. Les chiites, eux, bien que majoritaires, sont marginalisés, voire exclus : on peine même à leur accorder la nationalité, ou avec un « certificat B », les considérant « de rattachement persan ». Ils sont toujours soupçonnés de n'être pas « de vrais Irakiens », mais des Iraniens infiltrés. Et ceci avec l'appui des Anglais.

Cette discrimination survit aux révolutions. En 1960, le jeune Saddam Hussein force les chiites à l'exil, avant de les déporter en masse. Et idem en 1979, en 1990, etc.

1979-1998

Dans les années 70, le régime de Saddam Hussein est à bout de souffle. Même chez les sunnites, ses campagnes d'épuration successives exaspèrent. La dictature aurait dû s'effondrer d'elle-même, mais elle va bénéficier d'un double coup de pouce.

Le boom pétrolier, d'abord, une véritable manne pour l'Irak, qui lui permet de se surarmer.

Et surtout, l'arrivée des ayatollahs à Téhéran, en 1979.

A Bagdad, la prise de pouvoir des islamistes en Iran apparaît, au départ, comme un danger mortel. Voilà qui réveille les chiites en Irak, l'heure de la revanche arrive, espèrent-ils, les tensions s'exacerbent. Mais cette menace va, pour Saddam Hussein, devenir une force : il devient, pour les Américains notamment, mais pour les Français aussi, le rempart contre « les fous d'Allah ».

En 1980, Saddam Hussein déclare la guerre à l'Iran, dépensant des centaines de milliards de dollars en équipements high-tech, importés de Grande-Bretagne, de France, d'Allemagne, et bien sûr des Etats-Unis. Le pétrole ne suffit plus. L'Irak s'endette. Les monarchies du Golfe, sunnites elles aussi, financent cet affrontement, appuyées par les USA.

1988-1991

Une fois cette guerre achevée, les Américains changent de boussole : la puissance militaire irakienne est devenue, selon eux, une menace pour leurs alliés régionaux (Arabie Saoudite, Koweït, etc.). Les Etats-Unis invitent donc les pétromonarchies à réclamer le remboursement des dettes contractées par Bagdad. Mais avec une économie en pleine débâcle, des infrastructures pétrolières détruites, Washington le sait parfaitement : ces paiements sont impossibles. D'où l'invasion du « banquier » Koweït, pour échapper à une banqueroute. Puis la réplique « tempête du désert » des USA (voir encadré : « La première guerre du Golfe »).

Après la défaite, le dictateur aurait dû chuter, bien sûr. Il était devenu ultra-minoritaire, même au sein de son propre clan, dans sa propre famille ! Les Kurdes se soulèvent. L'insurrection se généralise chez les Kurdes, dans quinze

Mais que va-t-on faire dans cette galère ?

des dix-huit provinces du pays. Mais contre toute attente, Saddam Hussein va se maintenir au pouvoir, grâce à un accord tacite avec l'état major américain, toujours obsédé par le danger iranien. Malgré le cessez-le-feu, les Américains permettent à Saddam d'utiliser l'artillerie lourde et les armes de destruction massive contre les insurgés. Les troupes américaines, et françaises, peuvent ainsi observer, à quelques kilomètres de distance, les nuages produits par les attaques toxiques contre les chiïtes. Et le régime peut couronner sa vengeance en bombardant la ville sainte chiite de Karbala à l'arme chimique sans susciter la moindre condamnation des pays occidentaux...

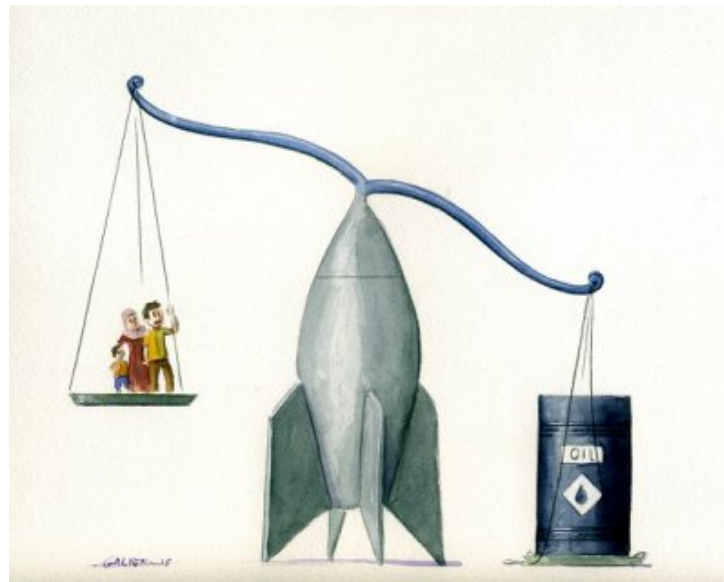
Extrait :

Première guerre du Golfe

Saddam dupé

Il faut souligner ici la duplicité des Etats-Unis. Le lobby pro-irakien à Washington ne cesse d'assurer Saddam Hussein que, malgré la fin de la guerre Iran-Irak, l'alliance entre Washington et Bagdad n'est pas conjoncturelle et que le différend entre l'Irak et le Koweït n'est que l'expression de divergences secondaires entre membres d'une même famille arabe. Simultanément, la Maison Blanche pousse les dirigeants koweïtis à réclamer leur dû, ce à quoi Saddam répond en affirmant - en partie à juste titre - que l'Irak a déjà payé le prix du sang pendant la guerre avec l'Iran, sacrifiant des centaines de milliers de ses soldats, aussi pour défendre les privilèges des émirs et monarques du Golfe.

Dans cette même logique, Washington encourage les Koweïtis à inonder le marché de leur pétrole, provoquant une chute des cours et la faillite accélérée de l'Etat irakien. Les Américains proposent alors à Bagdad une véritable mise sous tutelle de l'économie et du pétrole irakiens par des organismes internationaux. Ce que Saddam Hussein ne peut évidemment accepter. On connaît la suite. A la veille de l'invasion américaine du Koweït, l'ambassadrice des Etats-Unis en Irak rassure encore le dictateur de Bagdad en minimisant la gravité des dissensions entre l'Irak et le Koweït. Le piège tendu par les Américains se referme alors sur Saddam Hussein.



1991-2003

Pendant la décennie 1990, on assiste à la mise sous tutelle de l'Etat irakien, à travers l'instrumentalisation des résolutions de l'Onu. Washington obtient une mainmise de fait sur le pétrole, qui lui permet surtout d'exercer une pression sur ses concurrents commerciaux - la Chine, le Japon, la Russie - dépendants de l'approvisionnement irakien. Qui n'est, en réalité, qu'un fournisseur assez secondaire pour les Etats-Unis.

Il y a, jusque-là, une logique dans la gestion du dossier irakien.

L'invasion de 2003, en revanche, est une réaction beaucoup plus irrationnelle (du point de vue même des intérêts

de la puissance américaine). Et se double d'un amateurisme dans la gestion de l'occupation. Les Américains recherchent d'abord désespérément une alternative sunnite au pouvoir déchu, avant de céder aux pressions des Kurdes et des chiïtes, et de donner le pouvoir à la « majorité ».

Les rôles vont s'inverser.

2003-2014

Les milices chiïtes, soutenues par le nouveau régime, procèdent à une épuration, sont marquées par une corruption et un clientélisme sans limite. Entre 2005 et 2008, une guerre civile éclate, faisant des centaines de milliers de morts.

Suite au printemps arabe, à Falloujah, mais aussi à Tikrit, à Mossoul, se déroulent des manifestations pacifiques, des sit-in organisés pour protester contre la marginalisation politique des sunnites, avec des mots d'ordre démocratiques, le refus du despotisme, la liberté d'expression, la citoyenneté égale pour tous, etc. En réponse, le pouvoir bombarde à l'aveugle, larguant des barils bourrés de TNT sur des quartiers d'habitation, des écoles, des hôpitaux. Avec la même brutalité qu'en Syrie, mais là dans l'indifférence des occidentaux.

A Mossoul, des exécutions extrajudiciaires ont lieu par dizaines de la part des forces gouvernementales, notamment de la police. Son chef local menace les habitants d'arrestation, ou de mort, pour leur extorquer de l'argent.

Extrait :

Cette coexistence [entre chiïtes et sunnites] avait tant bien que mal résisté à la lente descente aux enfers de la société irakienne. La guerre confessionnelle des années 2000, conséquence directe de la guerre et de l'occupation américaine de 2003, s'est soldée par un nettoyage confessionnel qui a vidé des quartiers entiers de leur population sunnite. Au prix de milliers de morts, les milices chiïtes ont réussi à chasser les sunnites et à faire de Bagdad une ville majoritairement chiïte, tandis que les anciens quartiers mixtes disparaissaient quasiment.

Un épisode du début de l'année 2014 illustre bien la continuité de cette histoire irakienne. Un convoi de l'armée irakienne est intercepté au nord de Bagdad par des combattants djihadistes. Ils font descendre les soldats de leurs fourgons et leur intiment l'ordre de faire leur prière. L'intention est claire : il s'agit d'identifier les chiïtes. Pressentant le danger, les soldats chiïtes tentent de faire leur prière selon la gestuelle sunnite, mais la plupart se trahissent par des « fautes » qui les désignent comme chiïtes. Les soldats sunnites sont épargnés, tandis que les chiïtes sont sommairement abattus.

2014

Lorsque les combattants de l'Etat islamique s'emparent, en janvier 2014, de Falloujah, puis en juin de Tikrit, Mossoul, ils sont accueillis par une bonne partie de la population locale comme une armée de libération.

Et ils ne se comportent d'ailleurs pas comme une armée d'occupation : dès le lendemain ou le surlendemain de la victoire, le pouvoir est remis à des chefs tribaux, des leaders de quartier, chargés de gérer la ville (à un certain nombre de conditions : allégeance au drapeau de Daesh, contrôle des mœurs, etc.). L'Etat islamique dénonce aussi, révèle, la corruption des dirigeants, le luxe dans lequel ils vivaient : ainsi, dans cette vidéo où des miliciens investissent le « palais » d'un politicien de Mossoul, et y découvrent des tonnes de lingots d'or ! A l'inverse, des produits - qui faisaient l'objet de pénuries spéculatives - réapparaissent sur les marchés, avec des prix parfois divisés par deux sur des denrées alimentaires de base. Et les spéculateurs sont exécutés, décapités ou crucifiés, pour frapper les esprits, pour marquer le contraste avec la période où ces mêmes trafiquants régnaient sur la ville.

Extrait :

A Mossoul, lorsque arrivent les troupes de L'Etat islamique, la majorité de la population n'est ni salafiste ni djihadiste, mais simplement... passive. Ceux qui ont des raisons d'avoir peur, comme les minorités, partent et les autres attendent de voir. Et ce qu'ils voient, c'est incontestablement un mieux par rapport à la situation précédente, devenue invivable. D'où la consolidation du contrôle de l'Etat islamique, reposant sur la délégation de pouvoir à des acteurs locaux, contrairement à ce que fit Al-Qaïda. Une délégation qui n'est pas purement formelle : à Falloujah et à Mossoul, très rapidement après la conquête de la ville, les miliciens de l'Etat islamique se retirent du centre-ville pour s'installer à la périphérie et défendre les abords de l'agglomération.

Mais que va-t-on faire dans cette galère ?

Au vu de ce bazar, de toute cette histoire, des interventions précédentes, qui ont fait empirer le désastre, voire créé des monstres, on n'a qu'une question : que va-t-on faire dans cette galère ?

On veut pas se la péter.

On n'est que des plumitifs picards, on saute pas d'un avion et d'un continent à l'autre, sans une grande vision géopolitique comme nos camarades du Diplo, mais on se demande, quand même : l'Afghanistan, la Libye, le Mali, la Centrafrique, et maintenant la Syrie, y en a pas marre de jouer les va-t-en guerre ? On n'a pas assez de boulot chez nous ?